

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ottawa-a-cree-un-vaste-reseau-d-opposants-iraniens>

Ottawa a créé un vaste réseau d'opposants iraniens

- Empire et Résistance - Canada -

Date de mise en ligne : lundi 16 juin 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un mémoire daté de juin 2013 et destiné au ministre des Affaires étrangères de l'époque, John Baird, affirme qu' « un réseau [composé] de centaines de militants iraniens dans le monde » a été développé.

Ottawa dit avoir réussi à développer un réseau composé de « centaines de militants iraniens » et à contacter 4,5 millions d'internautes de ce pays, grâce à un projet multimédia financé par le ministère des Affaires étrangères dans le cadre des élections présidentielles iraniennes de 2013, a appris Le Devoir.

Le Canada tente depuis plus d'un an une nouvelle approche avec l'Iran : la « diplomatie directe ». Le concept peut paraître étrange, voire contradictoire, car Ottawa a fermé son ambassade en Iran et expulsé les diplomates iraniens en poste au Canada en 2012. Mais ce ne sont pas aux dignitaires iraniens que les diplomates canadiens veulent directement parler : ils ont pour ambition de s'adresser à la population de ce pays.

Au sein de la section chargée des relations avec le Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères, il existe ainsi une « directrice », un « directeur adjoint » et un « agent » chargés précisément de la « diplomatie directe » avec l'Iran, a appris Le Devoir, à la suite d'une demande d'accès à l'information.

Peu avant les élections iraniennes de 2013, le Canada a financé la création d'un site Internet en anglais et en farsi, développé par la *Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto*. Le projet, intitulé « le Dialogue mondial sur l'avenir de l'Iran », a permis d'atteindre 4,5 millions d'internautes en Iran, estime le ministère. Le site Internet et ses différentes plateformes auront coûté jusqu'à présent plus de 3,2 millions de dollars au ministère des Affaires étrangères, qui s'est engagé à le financer jusqu'à hauteur de 3,3 millions. Et Ottawa n'écarte pas la possibilité de renouveler son financement, si les impératifs budgétaires le permettent, indique le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Jean-Bruno Villeneuve.

Sujets sensibles au menu

Le but du projet était de « soutenir les efforts de [l'Université] afin de créer une plateforme de discussion entre les militants de la diaspora iranienne et les Iraniens de l'Iran, au sujet des enjeux politiques saillants, avant et après l'élection de juin 2013 en Iran », indique l'entente, signée par le ministère et l'établissement, il y a un an. Les sujets abordés sont surtout liés à « la corruption envahissante », aux « abus des droits de la personne », à « l'économie chancelante » et au « système d'éducation qui s'effrite », explique l'entente, dont Le Devoir a obtenu copie.

Dans le cadre du projet, plusieurs militants de la diaspora iranienne sont venus donner des conférences à Toronto, lors de la période électorale. Mais il s'est surtout démarqué par son aspect multimédia. Les Iraniens vivant en Iran pouvaient participer à des débats portant sur des sujets sensibles, par l'intermédiaire d'une plateforme Web sécurisée permettant en théorie de conserver leur anonymat, étant donné qu'Internet est très surveillé en Iran. Le projet permettait aussi aux Iraniens de rapporter les cas présumés de fraudes, qui étaient ensuite géolocalisées sur une carte, le jour de l'élection. Finalement, il n'y aura eu aucune fraude significative le 14 juin 2013, et Hassan Rouhani a été élu au premier tour avec plus de 50 % des suffrages, pour un taux de participation de 72 %.

Ottawa estime que l'initiative lui aura permis d'établir un réseau d'opposants iraniens. « Nous avons développé un réseau [composé] de centaines de militants iraniens dans le monde », affirme un mémoire daté de juin 2013 et destiné au ministre des Affaires étrangères de l'époque, John Baird.

Le document « *secret* », dont Le Devoir a obtenu copie en vertu de la loi d'accès à l'information, explique aussi que le projet a permis à Ottawa de prendre contact avec les Iraniens vivant au Canada, qui sont plus de 121 000. « Nous avons établi un réseau [composé] de centaines de militants iraniens des communautés de la diaspora au Canada », peut-on lire.

Le but du projet était de créer une plateforme de discussion pour que les Iraniens s'informent, mais il semble aussi qu'il ait contribué à atteindre certains objectifs de la politique étrangère canadienne. Dans le mémoire « approuvé » par le ministre, et qui a été lourdement caviardé, il est aussi question de tenter de « maintenir un environnement favorable pour des négociations afin de convaincre l'Iran d'abandonner son programme nucléaire ». Ottawa estime que l'Iran est la plus grande menace à la paix dans le monde.

Étendre la « diplomatie directe » ?

L'Université de Toronto et le ministère estiment que le projet a été un succès. L'initiative est désormais en veilleuse. Seul le « compteur Rouhani », un outil qui permet de voir si le président iranien a tenu ses promesses, est mis à jour. L'Université de Toronto va tenter d'obtenir un nouveau financement du ministère, indique Sean Willett, le directeur des communications de la *Munk School of Global Affairs*.

La note ministérielle obtenue par Le Devoir indique que les diplomates souhaiteraient continuer de s'adresser aux Iraniens de cette manière. « Le Canada doit étendre ses contacts avec les Iraniens », peut-on lire.

Le ministère songe aussi à utiliser son concept de « diplomatie directe » pour d'autres pays, dans lesquels l'accès à l'information est très contrôlé. « En étendant la diplomatie directe, le Canada peut aider les citoyens de ces pays à contourner le contrôle répressif de l'information », indique M. Villeneuve par courriel, sans donner plus de détails.

Bahador Zabihyan pour Le Devoir

[Le Devoir](#). Canada, le 16 juin 2014.